

Page 5

LA PAROLE À

Page 6

RETOUR SUR LES
MUNICIPALES

Page 10

SANTÉ ET SÉCURITÉ AU
TRAVAIL



RETOUR EN IMAGES ...



Le 19 février, débats sur la réindustrialisation de la Vallée du Cailly.



Le 8 mars, à Rouen



Congrès de l'UL de Dieppe - les 5 et 6 mars



Le 20 février, initiative UL Le Havre sur les 100 ans de la mort de Jules Durand.



Le 19 février 2026 Rassemblement pour la réindustrialisation, de la Vallée du Cailly en présence de Sophie BINET, Secrétaire Générale de la CGT.



Le 21 mars 2026 - Manif contre le racisme à Rouen.



Le 20 février, initiative Jules Durand, au CHR à Sotteville - Discours et inauguration de la plaque commémorative.



Le 13 mars, parce que la culture, c'est pour tout le monde ! Les UL de l'agglomération Rouennaise ont coproduit une pièce de théâtre d'après "À la ligne - Feuilles d'usine de Joseph Ponthus".



Le 20 février -Initiative Jules Durand, au CHR à Sotteville : Représentation de la pièce "Un certain Jules Durand" par la compagnie Les Mots à Dire.

L'info luttes 76, c'est votre journal !
 Envoyez vos photos et articles à infoluttes76@orange.fr (nous les ferons paraître aussi sur l'application de l'UD).



CONGRÈS UD CGT 76
DU 4 AU 6 NOV. 2026
AU TRÉPORT

RETENEZ DÈS À PRÉSENT LA DATE
DU CONGRÈS DE L'UD CGT 76

ÉDITO



RUIS David

Un 1^{er} mai de luttes et de paix

Une étude de l'Unedic, publiée le 26 mars dernier, confirme qu'en France, le travail temporaire, qu'il s'agisse de l'intérim ou des CDD, est devenu de loin majoritaire dans les nouvelles embauches. En 2024, plus de 80 % des embauches se font en contrat court, voire très court. Ce sont donc, cette année-là, sur 46,2 millions d'embauches, 21,1 millions de CDD, 20,7 millions d'intérim et seulement 4,4 millions de CDI.

Si le CDI reste la norme (il représente 73 % de l'ensemble des emplois), cette explosion des contrats précaires n'empêche pas le patronat de demander toujours plus de flexibilité. C'est dans ce cadre que s'inscrit la proposition de loi portée par le groupe Renaissance. Ce texte permettrait l'ouverture des boulangeries sept jours sur sept et autoriserait le travail le 1^{er} mai pour 1,5 million de salariés travaillant dans les commerces de proximité (boulangerie, boucherie, fleuriste...), mais aussi dans le secteur de la culture !

Qu'en sera-t-il du 1^{er} mai pour les professions de garde d'enfants (crèche, assistante maternelle), pour ne prendre que cet exemple, si ces salariés du commerce devaient travailler ?

Chacun l'aura compris : **laisser faire, c'est s'assurer**



QR CODE UD CGT 76

de la perte du seul jour férié et obligatoirement chôme en France. C'est garantir une victoire politique et idéologique des tenants du capital et de leurs représentants de droite et d'extrême droite.

D'ici au 10 avril, date où cette proposition de loi sera débattue à l'Assemblée nationale, mobilisons-nous auprès des députés pour qu'ils rejettent cette proposition de loi.

Alors que les guerres se propagent pour les profits de quelques-uns, ce 1^{er} mai portera encore plus cette année nos exigences de paix et de justice sociale.

Au nom de l'« économie de guerre », on explique aux salariés qu'il faut qu'ils fassent des sacrifices, qu'ils renoncent à leurs droits et aux services publics.

Au lieu d'une surenchère guerrière, c'est notre démocratie qu'il faut renforcer face aux ingérences étrangères et aux tentatives de déstabilisation des milliardaires. Il faut donner à nos services publics, à nos écoles, à nos hôpitaux et à nos universités les moyens de fonctionner. Il faut protéger les contre-pouvoirs, toujours ciblés par l'extrême droite, protéger l'indépendance de la justice, garantir la liberté de la presse, la liberté de la recherche et les libertés publiques et syndicales !

Le 1^{er} mai, on n'hésite pas, on manifeste !
pour plus d'info, voir site [Alerte sociale Confédérale](#) [LA](#)

N°10- MARS 2026

Diffusion numérique

Mise en page : Line Graneix

ont participé à la rédaction de ce numéro :

D Ruis, C Callay, S Couturier, J Leoz, M Masdebrieu, F Huard, M Dupuis & S Huguerre



Imp. Rivet Presse Edition, Limoges

ILS FONT L'ACTU

ORGANISMES SOCIAUX ET DROITS DES ÉTRANGERS 76 :

Le 13 février dernier, l'Union locale CGT de Rouen a accueilli une réunion régionale des organismes sociaux, à laquelle le collectif des travailleurs sans papiers de Rouen est intervenu. Cette rencontre a permis d'alerter sur les obstacles croissants rencontrés par de nombreux usagers étrangers dans l'accès à leurs droits. Dans plusieurs organismes, des pratiques telles que les demandes de pièces excessives, les suspensions de prestations liées au statut administratif ou le défaut d'information conduisent concrètement à écarter des personnes de droits pourtant légaux.

Ces dysfonctionnements ne relèvent pas toujours de la responsabilité individuelle des agents, mais de choix politiques assumés, marqués par un durcissement des politiques publiques et des logiques discriminatoires. Ils participent à un traitement inégal des usagers et s'inscrivent dans un contexte plus large de stigmatisation des étrangers.

Aujourd'hui, la réalité c'est que des usagers étrangers en situation régulière se retrouvent de nouveau dans la

précarité voire même sans papiers uniquement parce que des agents des organismes sociaux ne connaissent pas ou n'appliquent pas les règles existantes !

Face à cela, les syndicats CGT des organismes sociaux réaffirment leur exigence : garantir l'égalité réelle d'accès aux droits, renforcer la formation des agents, outiller les militants et intervenir collectivement auprès des directions pour faire cesser ces pratiques. Cette vigilance doit également s'étendre à l'ensemble des branches professionnelles, comme le bâtiment, le commerce, la restauration et bien d'autres. La défense des droits des étrangers et la lutte contre le racisme institutionnel font pleinement partie de notre combat syndical.



23 JANVIER : MOBILISATION DES AGENTS DE LA SÉCURITÉ SOCIALE - CAF ROUEN

Valeur du point gelée depuis 10 ans, 22 % de perte de pouvoir d'achat depuis 2010, une nouvelle classification indécente où 61 % des agents n'ont gagné que 22 € bruts...

Les salariés de la Sécurité sociale ont saisi la visite des représentants nationaux de l'Ucanss à la CAF de Rouen pour dénoncer ce mépris et exiger une réelle augmentation !

MOBILISATION NATIONALE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX LE 29 JANVIER - CARSAT ROUEN

Impulsée par le collectif des travailleurs sociaux caf et carsat, une mobilisation s'est tenue le 29 janvier devant le siège de la carsat de Rouen. Une cinquantaine d'assistants sociaux de toute la région se sont rassemblés, slogans et pancartes à la main, pour réclamer entre autres, **la prime ségur et la reconnaissance du diplôme bac+3 ainsi que son inscription minimale au niveau 5c de la classification.**

LA PAROLE À

Rachel GROIX, **POUR LE COLLECTIF FEMMES MIXITÉ** **UD76**

La CGT se félicite de la réussite de ce **week-end du 8 MARS de lutte pour les droits des femmes**. Cette journée a réuni plus de **200 000 participant-es** dans plus de **200 événements** recensés et organisés par les organisations syndicales et associatives féministes. **Dans le département, on a compté 1400 manifestant-es à Rouen, 150 au Tréport...**

Cependant, alors que les mobilisations féministes se confirment d'année en année depuis le mouvement #MeToo, patronat et gouvernement bloquent toute avancée en matière d'égalité salariale ou de lutte contre les violences sexistes et sexuelles.

En France, le gouvernement, sous pression du patronat, est en train d'enterrer la cause des femmes. Alors que la ministre Aurore Bergé s'était engagée à soumettre au Parlement une loi intégrale contre les violences

sexistes et sexuelles, cette promesse est déjà enterrée. Alors qu'une directive européenne impose depuis 2 ans de prendre des mesures pour garantir la transparence des rémunérations et sanctionner les employeurs qui discriminent, le gouvernement a rédigé un projet de loi a minima et ne l'a même inscrit à l'ordre du jour du Parlement.

Lors de la journée confédérale de préparation du 8 mars qui a rassemblé 250 militant-es dans le patio de la CGT le 17 février 2026, où je représentais l'UD76, **Sophie Binet**, secrétaire générale de la CGT, a livré un **vibrant plaidoyer pour :**

- **Mener efficacement bataille contre les inégalités salariales et professionnelles,**
- **Organiser la mobilisation contre l'extrême droite,**
- **Continuer à lutter contre les violences sexistes et sexuelles en interne à la CGT,**
- **Exprimer notre solidarité avec les femmes du monde entier.**

Samuel HUGUERRE, **EN DIRECT DES CAISSES DE** **SÉCURITÉ SOCIALE :**

Quelques infos importantes, le renouvellement des mandatés dans les caisses de sécurité sociale comme la CPAM et la CAF vient d'être validé, et notre UD peut être fière d'avoir présenté des candidats dans l'ensemble des caisses.

L'installation des conseils d'administration aura lieu pour la CPAM Rouen-Elbeuf-Dieppe le 27 avril et pour celle du Havre le 28 avril.

Le CA d'installation de la CAF 76 a eu lieu le 20 Mars 2026 : 2 titulaires et 2 suppléants CGT

Être administrateur CGT, c'est quoi ?

C'est intervenir régulièrement sur l'emploi, mais aussi sur les outils et matériels nécessaires pour une gestion correcte des dossiers des assurés sociaux ou des allocataires.

C'est aussi s'assurer de la véracité de certains propos de circonstance sur l'efficacité de la gestion, qui n'est pas toujours conforme à la réalité.

C'est être le garant de l'intérêt collectif des allocataires et des assurés sociaux. Cela implique également de s'intéresser aux conséquences des modalités de partenariats — notamment avec les communes — concernant, par exemple, la gestion des centres sociaux, des crèches, des centres de loisirs, mais aussi des associations d'aide à domicile.

Enfin, et surtout, pour la CGT, c'est porter les valeurs d'une Sécurité sociale de haut niveau, en continuant à respecter les principes d'universalité, de solidarité, de responsabilité et d'innovation.

« Chacun cotise selon ses moyens, chacun reçoit selon ses besoins. »

EN LUTTES

NON AUX SUPPRESSIONS DE POSTES ET AUX FERMETURES DE CLASSES !

En 2 ans, Macron et ses gouvernements successifs ont réussi à débloquer 10 milliards d'euros supplémentaires pour l'armée. Les conséquences désastreuses de cette **politique d'austérité se font sentir** nationalement mais aussi localement **dans les services publics et plus particulièrement dans l'Éducation nationale.**



En Seine-Maritime, 24 suppressions de postes dans les collèges (119 en Normandie), 13 postes supprimés dans le 1er degré et 25 postes supprimés dans les lycées normands, tout comme 1 poste de CPE et 5 postes d'administratifs.

Au final, **un enseignement supérieur à l'agonie** et des craintes sur la disparition du Master 2 en enseignement musical à l'université de Rouen-Normandie. Dans le primaire, sous couvert de baisse démographique,

le gouvernement fait payer le prix fort à l'École. Peu importe que la France reste à la traîne dans les pays de l'U.E. avec ses classes chargées ou son sous-investissement dans l'éducation : **le primaire est une nouvelle fois privé de moyens pour lutter contre les inégalités.**

Les conséquences au quotidien sont concrètes : **augmentation des effectifs dans les classes, suppressions de groupes et/ou de dédoublements, fermeture d'options, de spécialités, de filières, surcharge de travail, pression accrue de la hiérarchie pour compenser les baisses d'heures, mesures de carte scolaire, compléments de service...**

C'est pour toutes ces raisons que le personnel de l'Éducation nationale, parfois rejoint par les agents Atsem des mairies, ont défilé dans les rues ce 31 mars. Ils étaient 400 à Rouen et 200 au Havre. Mais la mobilisation ne s'arrête pas là, puisqu'elle continue dans les écoles frappées par des fermetures de classe.

LES RETRAITÉS SE FONT ENTENDRE !

Ils étaient nombreux, les retraités, rejoints par quelques actifs, à battre le pavé ce 2 avril. Il faut dire que les raisons ne manquent pas : non revalorisation des pensions, abattement des 10 %, refus de l'année blanche...

Dans son intervention, Michel Masdebrieu pour l'USR, rappelait au nom du G8, la mobilisation autour d'une semaine d'action sur les questions de la santé, avec un temps fort ce 2 avril, jour d'une demande d'audience au Premier ministre.

La colère des retraités est légitime parce que les moyens existent : 211 milliards d'euros sont versés aux



entreprises sans contrôle de l'utilisation des fonds ; les entreprises du CAC 40 distribuent près de 100 milliards d'euros à leurs actionnaires en 2024 alors qu'elles bénéficient d'allègements de cotisations sociales.

Cette colère est partagée parce que toutes les orientations gouvernementales tournent le dos aux attentes légitimes de la population et, bien sûr, des retraités.

À noter qu'en marge de cette journée, **plusieurs centaines de pétitions ont été signées pour la gratuité des parkings hospitaliers publics comme privés.**



CONGRÈS DE L'UL DE DIEPPE

LE 36^e CONGRÈS DE L'UL CGT DU TERRITOIRE DIEPPOIS S'EST TENU LES 5 ET 6 MARS 2026.

180 camarades étaient présents, dont 160 délégués et 41 bases, qu'elles soient locales, départementales, régionales ou nationales.

Pendant deux jours, les débats ont été marqués par un dynamisme et une volonté de confirmer la progression, en termes d'adhérents ou de résultats aux élections professionnelles, de ces derniers mois.

Le **document d'orientation, voté à l'unanimité**, a rappelé l'importance des dossiers locaux : chantier EPR, services publics, transports, activités portuaires, industrie, santé, logement et éducation sans oublier les enjeux nationaux tels que la sécurité sociale et la retraite, l'augmentation des salaires, la lutte contre la répression syndicale, le droit du travail et la justice prud'homale ou encore les élections de tous les services publics de



décembre prochain sans oublier notre combat pour la paix.

Le congrès a aussi relevé **l'importance** de deux thématiques, avec un rapport complet sur la **formation syndicale par le collectif local et la volonté de développer encore plus l'éducation populaire, rempart contre les idées d'extrême droite qui progressent dans la tête des salariés.**

À ce sujet, la première journée s'est conclue avec une conférence gesticulée (spectacle vivant) de Christophe Abramovsky sur la souffrance au travail.

Une nouvelle commission a été élue à l'issue du congrès. Celle-ci a reconduit Cyndy Holingue et Mathias Dupuis co-secrétaires généraux et Sylvie Bocquet et Franck Pilon, co-secrétaires à la politique financière par leurs votes.



Votre organisation syndicale nous fait confiance, pourquoi pas vous ?

La Macif vous propose des solutions pour vous et votre famille : auto, habitation, santé, crédit...

Et aussi des solutions adaptées au monde de l'entreprise et des associations.

→ Pour plus d'informations : macif.fr



La Macif,
c'est vous.

Un crédit vous engage et doit être remboursé. Vérifiez vos capacités de remboursement avant de vous engager.

Les crédits à la consommation distribués par la MACIF sont des produits SOCRAM BANQUE, Société anonyme. Capital 70 000 000 €. RCS NIORT 682 014 865. Siège social : 2 rue du 24 février CS90000 79092 NIORT cedex 9. Mandataire d'assurance n° ORIAS 08044968 (www.orias.fr).

Les contrats santé distribués par la Macif sont assurés par une mutuelle régie par le Livre II du Code de la mutualité et adhérente à la Mutualité Française.
MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 1 rue Jacques Vândier 79000 Niort. Mandataire exclusif en opérations de banque et en services de paiement pour le compte de Socram Banque. N° Orias 15005670 (www.orias.fr)

Les élections municipales des 15 et 22 mars ont concerné environ 35 000 communes françaises et servent d'indicateur politique national avant la présidentielle de 2027.

L'abstention reste le marqueur de ces élections, avec 43 % pour 2026, contre 35 % en 2008 et 38 % en 2014. Les premières études montrent que l'abstention est plus marquée chez les jeunes et les ouvriers/employés (51 % contre 38 % chez les cadres).

Cette abstention s'inscrit dans un mouvement de progression régulière engagé depuis plusieurs décennies, mais qui épargnait jusqu'à présent le vote de proximité par excellence que sont les municipales. Si l'on ajoute les non-inscrits sur les listes électorales (6 % du corps électoral selon l'Insee), **près d'un citoyen sur deux ne s'est pas déplacé pour voter.**

Cette perte d'attractivité des élections est en relation avec la progression du sentiment de défiance à l'égard de la politique. Pour les catégories les plus abstentionnistes, elle repose principalement sur la perception d'une incapacité des politiques à trouver des solutions aux difficultés quotidiennes. **L'abstention est clairement une conséquence du chômage, de la pauvreté, de la précarité, de l'insuffisance de pouvoir d'achat, des fins de mois difficiles, des sacrifices dans tous les domaines et des régressions des services publics qui frappent surtout les ouvriers, les employés, une partie des catégories intermédiaires et des retraités.**

C'est dans ce contexte qu'il convient d'analyser les résultats de l'extrême droite.

Le parti à la flamme a présenté plus de 400 listes dans les communes importantes, soit une progression par rapport à 2020, mais reste encore limité en implantation municipale. Pas de grande surprise, **mais la tendance à la normalisation du RN pour prendre le pouvoir dans le pays s'accroît et est bien présente au vu des résultats.**

Le RN gagne 70 communes et plus de 3 000 conseillers municipaux, ce qui lui assure d'obtenir un groupe au Sénat et lui offre l'ancrage territorial dont il manquait en vue des élections présidentielles de 2027.

Si la vague brune est bien réelle, portée par le soutien d'une part de plus en plus importante du capital, l'extrême droite reste largement en dessous de ses objectifs. Cela

confirme que rien n'est inéluctable malgré le sentiment de rouleau compresseur.

Dans ce contexte, **la Commission exécutive confédérale a validé un plan de travail ambitieux**, décliné en 10 points, qui sera disponible dans les prochains jours.

LA FORMATION SUR LA LUTTE CONTRE LES IDÉES D'EXTRÊME DROITE DEVRA ÊTRE DÉVELOPPÉE À PLUS GRANDE ÉCHELLE CHEZ NOS SYNDIQUÉS EN RÉAFFIRMANT NOS VALEURS.

L'HEURE N'EST NI À LA RÉSIGNATION NI AU PESSIMISME : CONSTRUIRE L'UNITÉ DU MONDE DU TRAVAIL EST FONDAMENTAL CONTRE L'EXTRÊME DROITE, ENNEMIE DE LA DÉMOCRATIE ET DU PROGRÈS SOCIAL.





À peine 30 jours nous séparent de cette importante journée de mobilisation.

Si d'ores et déjà nous devons nous mobiliser massivement pour faire de cette journée un grand moment revendicatif. Des ULs travaillent aussi à des temps festifs. C'est le cas à l'UL de Dieppe et de Quevilly-Couronne qui mettent à l'honneur les 90 ans des congés payés.

À la conquête du temps libre

L'idée de vacances payées émerge dans les années 1920 et dès 1926, le congrès de la CGT revendique le droit à des congés payés. Cette année-là, l'idée de mériter d'être « payé à ne rien faire », comme le bonheur et le droit d'accéder aux loisirs, est une idée neuve. Droits nouveaux et mentalités nouvelles vont de pair.

Du Front Populaire à aujourd'hui, l'histoire des congés et des vacances est longue. Et elle n'est pas finie... Aujourd'hui, la question de la baisse du temps de travail avec une semaine de travail de 4 jours pour 32 heures est une brûlante actualité. La CGT doit se réapproprier ces questions qui, comme hier, sont à contretemps de la pensée unique imposée par les tenants du capital.

Des moments festifs

À Dieppe, lors du défilé traditionnel, des interventions théâtrales mettront en avant plusieurs dates importantes dans l'histoire des luttes locales pour la conquête des congés payés. Comme chaque année, un moment festif et revendicatif sera proposé au parc François Mitterrand pour partager un repas fraternel.

À Grand-Quevilly, le rendez-vous est à nouveau donné à partir de 13 h à la grange du Grand Aulnay. Repas, expositions "1936 - 2026 à la conquête du temps libre" et toujours d'actualité "la sécurité sociale", mais aussi foire aux livres et la participation de nombreux partenaires, pour un après-midi festif.

Réservation à : ulcgt.quevillicouronne@orange.fr

N'oublions pas qu'encore aujourd'hui, une large partie des travailleurs et travailleuses ne peuvent pas partir en vacances. Alors continuons à nous battre pour de meilleurs salaires et pour un droit au temps libre !

Rassemblements du 1^{er} mai

Rouen, 10 h Cours Clemenceau

Dieppe, 10 h30 parvis Rosa Leroy

Elbeuf, 10 h devant la mairie

Le Havre, 10 h Franklin

Harfleur, à partir de 11 h à l'UL



Mardi 28 avril 2026 de 08h30 à 17h30

Salle Festive, 40 Rue des Coquelicots, Saint-Étienne-du-Rouvray,

A l'occasion de cette journée la CGT 76 co-organise avec la CFDT, la FSU, Solidaires et plusieurs associations une journée d'étude pour en finir avec les morts et les malades au travail.



Au programme :

- **Polyexposition aux substances dangereuses, que faire ?**
- **Violences sexistes, risques psychosociaux, comment enquêter ? Amiante, un poison toujours présent !**
- **Quels combats à mener ensemble pour lutter contre les morts et les malades au travail !**

Les inscriptions se font uniquement sur le site internet :

Billetterie : Journée contre les morts et les malades au travail - Billetweb : [ICI](#)

Lors de l'inscription, il faut préciser si l'on souhaite déjeuner sur place.

2 options pour le plat (Viande ou VG), fromages, dessert et une boisson.

Les camarades qui s'inscrivent pour un repas s'engagent à le régler sur place – environ 15€.

Une attestation de paiement pourra être remise sur demande.

**Cette journée d'étude sera suivie d'un rassemblement revendicatif
18h Palais de Justice - Rouen**

RENOUVELLEMENT DU MANDAT DE CONSEILLER DU SALARIÉ

Attention, plus que quelques jours. Nous vous invitons donc à adresser vos candidatures au plus tard le 24 avril.

LE MANDAT EN QUELQUES MOTS :

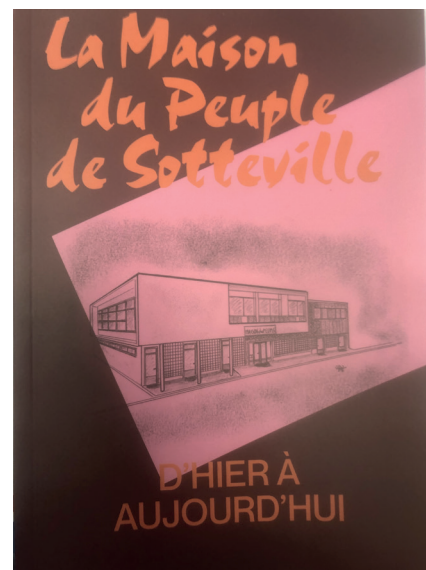
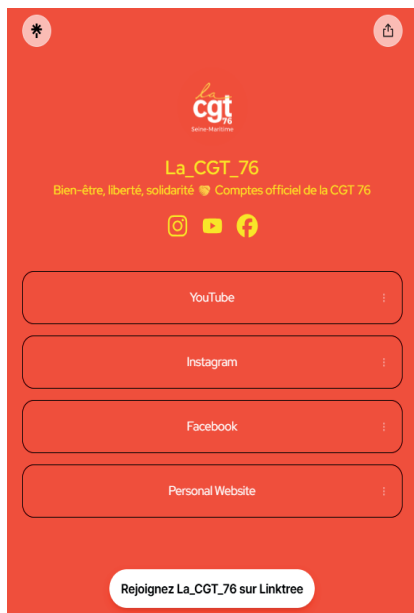
Ces militants, désignés par le Préfet, ont pour mission d'accompagner les salariés lors des entretiens préalables en vue d'un éventuel licenciement, et sur les ruptures conventionnelles, dans les entreprises qui ne dispose d'élus. Le périmètre d'intervention des conseillers du salariés se limite au département. Les Conseillers du salarié peuvent préciser un périmètre plus restreint sur leurs interventions. En tant que salariés en entreprise, ces conseillers disposent de 15 heures de délégation par mois pour assurer leurs missions.

CONDITIONS DE CANDIDATURE :

- Être salarié-e ou en recherche d'emploi.
- Être syndiqué-e, la candidature devant être présentée par le syndicat (ou l'Union Locale en l'absence de syndicat).
- Avoir au minimum 21 ans.
- Ne pas être inscrit au bulletin n° 2 du casier judiciaire.
- Ne pas être conseiller prud'homal.
- S'engager à suivre la formation de Conseiller du salarié.

Bien entendu, les conseillers seront accompagnés dans ce mandat grâce à la formation et à la mise en place de collectif permettant des échanges entre Conseillers. Pour plus de renseignements, joindre l'UD.

**REJOIGNEZ
LA CGT 76 SUR
LINKTREE :**



**L'IHS CGT76 PUBLIE UN
LIVRET RETRAÇANT
L'HISTOIRE DE LA
MAISON DU PEUPLE
DE SOTTEVILLE, LIEU
EMBLÉMATIQUE DU
MOUVEMENT OUVRIER
LOCAL.**

Elle demeure aujourd'hui un espace vivant de solidarité, de culture et de luttes sociales.

Cette publication s'inscrit dans la collecte des moyens financiers nécessaires aux travaux de sa modernisation et de sa maintenance.

En cohérence, l'intégralité des recettes de ce livret sera reversée à l'association « La Maison du Peuple de Sotteville ».

Il est vendu au prix minimum de 6 euros.

Les commandes sont à passer à l'IHS CGT 76 : ihsctg76@laposte.net

L'union des syndicats CGT présente le

72^{ème} Salon des artistes ouvriers



du mardi 5 mai 2026 au lundi 1er juin 2026

tous les jours de 14 heures à 18 heures

Salle des fêtes Franklin

Entrée rue Dumé d'Aplemont

Entrée libre



tél: 0235253975

contact@ulcgtlehaure.fr

LA FEMME SOUS TOUTES SES COULEURS

AVEC SON EXPOSITION, l'Union locale de Rouen transforme sa Maison en véritable bastion culturel, un lieu où l'art devient outil de lutte, de mémoire et de résistance face à la réécriture permanente de l'histoire sociale.

Un acte militant, pas un simple événement culturel

Huit artistes — **Catherine, Delphine, Mélodie, Nolwen, Josette, Christophe, Fabien et Stéphane** — ont uni leurs œuvres pour affirmer une vérité essentielle : l'histoire des femmes est indissociable de l'histoire des luttes ouvrières. Et c'est précisément parce que cette histoire dérange qu'elle est aujourd'hui menacée.

L'exposition rassemble : des photographies de reportage, des sculptures et peintures... Des planches d'articles retracent les grandes luttes des femmes, rappelant que rien n'a été donné, tout a été arraché.

«On ne laissera pas le grand patronat réinventer l'histoire à sa convenance... »

Alors que certains s'emploient à gommer les luttes, à lisser les conflits, à effacer la contribution des classes populaires — en particulier des femmes —, cette exposition se dresse comme un rempart. Les œuvres montrent, sans détour, les combats menés dans l'ombre. À l'instar de la "petite danseuse" de Degas, l'exposition montre que ces œuvres deviennent le symbole de ce qu'il ne faut plus jamais laisser disparaître.

La création ouvrière : comme un miroir brut d'une société à transformer

Les artistes du collectif ne se contentent pas de représenter. Ils dénoncent ! Ils interrogent ! Ils réveillent ! Leurs œuvres montrent une société traversée par les inégalités, les violences, les résistances et les espoirs. Elles donnent à voir ce que les discours dominants cherchent à masquer : la réalité sociale telle qu'elle est vécue par celles et ceux qui la construisent chaque jour. La création ouvrière, loin d'être un art « mineur », affirme ici toute sa puissance. Elle relie passé et présent. Elle nourrit le débat.



Elle ouvre des horizons de lutte. Elle refuse l'oubli.

Un appel à la réflexion... et à l'action

Cette exposition n'est pas un refuge contemplatif. Elle est une invitation au débat, au partage, à la mobilisation. Elle rappelle que l'histoire sociale ne se transmet pas sans celles et ceux qui la portent. Qu'elle n'existe que si on la défend. Qu'un monde de liberté et de paix ne se construit pas tout seul, mais par l'engagement de toutes et tous. La phrase qui clôt l'exposition résume parfaitement cet esprit combatif : « La révolution, c'est une évolution avec l'air de l'art. »

L'art, ici, n'est pas un supplément d'âme : il est un souffle de lutte. Un carburant pour la conscience. Un espace où germe l'idée que tout peut encore changer.

Une exposition à voir ou à revoir, jusqu'au 14 avril.